

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1618>



Management ou service public

?

- Syndicalisme -



Publication date: dimanche 22 septembre 2013

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Entretien avec Paul Devin responsable du SNPIEN-FSU

En quoi le pilotage par les chiffres accentué ces dernières années a-t-il changé la conception des métiers dans l'Éducation nationale ?

La complexité du système éducatif ne peut se réduire à quelques indicateurs de surface.

Le pilotage par le chiffrage de quelques éléments très partiels et parfois peu signifiants ne vise qu'à légitimer une volonté politique de réduction budgétaire de l'action publique.

Parmi les cadres de l'Éducation nationale, certains se sont engagés dans ces perspectives parce qu'ils partageaient cette vision néolibérale. D'autres ont été séduits parce qu'ils croyaient pouvoir mettre en oeuvre un pilotage plus objectif, bercés par les illusions d'une mesure plus rationnelle.

D'autres ont essayé de résister à une pression institutionnelle très injonctive. Nous savons que ces indicateurs constituent un leurre et produisent des modifications superficielles qui, à l'inverse de leurs prétentions, gênent le véritable travail d'analyse qui pourrait engager les changements nécessaires aux évolutions vers un système plus égalitaire.

Le nouveau management public a conduit une évolution des cultures professionnelles. Vincent Peillon a annoncé sa volonté de revenir à une culture de service public où le pilotage est fondamentalement guidé par des valeurs. Mais pour que le système puisse s'approprier ce message, il ne suffit pas d'énoncer cette volonté de changement.

Il faut que le ministère engage cette transformation sur tous les plans (formation des cadres, textes réglementaires, pilotage national,...) et fasse preuve d'une forte détermination. Nous attendons un renoncement complet aux stratégies de communication qui cherchaient à convaincre, au mépris d'une réelle analyse, par le seul biais « d'éléments de langage » et d'instrumentalisation de quelques résultats partiels et partiels.

Nous attendons qu'à tous les niveaux hiérarchiques la culture néolibérale du management soit désormais considérée comme inapte à produire les évolutions du système éducatif qui permettraient une plus grande égalité de réussite de tous les élèves.

Les enseignants attendaient une inflexion du nouveau gouvernement. L'abandon de la réforme de l'évaluation était un bon signe, malheureusement, le ressenti sur le terrain n'a pas changé... Simple ressenti ou réalité ?

Sur le plan de l'évaluation des élèves, des dispositions ont été prises pour rompre avec des pratiques qui avaient transformé les évaluations nationales en outil de propagande politique au prix de manipulations et d'interprétations partiales.

La conduite distincte d'évaluations destinées au pilotage du système et d'évaluations constituant un outil pédagogique pour l'enseignant est une bonne décision.

Les inspecteurs doivent engager cette distinction dans leurs pratiques et développer l'ensemble des accompagnements nécessaires pour que les enseignants puissent réinvestir l'évaluation comme un outil au service

de la réussite de tous les élèves.

Sur le plan de l'évaluation des personnels, l'abrogation du décret du 7 mai 2012, contre lequel la FSU avait su fortement se mobiliser, a été une bonne décision.

Nous devons désormais construire une position commune aux syndicats d'enseignants et d'inspecteurs de la FSU pour être capable de faire des propositions claires au ministère lorsque sera venu le temps d'un nouveau décret. L'évaluation des enseignants doit être redéfinie comme une construction réflexive partagée, permettant un accompagnement des pratiques vers une école plus égalitaire.

Il importe pour y parvenir de poser clairement les règles déontologiques de l'inspection, d'en fixer des finalités résolument orientées vers la démocratisation du système et d'en arrêter des modalités axées sur l'analyse concertée des pratiques professionnelles et l'accompagnement des évolutions nécessaires.

Le rapport de la cour des comptes inquiète, comment vois-tu l'avenir proche ?

Nous savons tous que la situation économique constitue un facteur de complexification majeur de la refondation voulue par l'actuel gouvernement.

Mais la crise ne peut nous résoudre à accepter la situation dégradée du système éducatif. L'Éducation nationale a besoin d'un investissement économique considérable.

Les signaux d'alerte sont clairs : la situation de certains départements où il est désormais, faute de moyens de remplacement, impossible d'assurer la continuité du service public d'enseignement ; la crise du recrutement dans certaines académies où le nombre de candidats aux concours décroît de manière inquiétante ; l'incurie de la formation continue dont les moyens ne permettent toujours pas la relance.

Engager des moyens pour une politique publique d'éducation, ce n'est pas endetter l'État, c'est contribuer à résoudre la crise !

Propos recueilli par Jérôme Falicon